

# AVIS DU CONSEIL NATIONAL DE LA PROTECTION DE LA NATURE

art. L411-1 et L411-2 du livre IV du code de l'environnement

Référence Onagre du projet : n°2018-12-13d-01503 Référence de la demande : n°2018-01503-011-001

Dénomination du projet : centrale Photovoltaïque Lavilledieu

Lieu des opérations : -Département : Ardèche -Commune(s) : 07170 - Lavilledieu.

Bénéficiaire : CN'AIR

## MOTIVATION ou CONDITIONS

### Contexte

Le dossier concerne un projet de centrale photovoltaïque au sol sur la commune de Lavilledieu, pour une zone d'emprise clôturée de 9.3 hectares (hors zone OLD, dont la surface n'est pas donnée dans le dossier). Bien que le site d'implantation soit inclus dans une ZAC, il est également inclus dans une Znieff de type I, une Znieff de type II, et un réservoir de biodiversité identifié au SRCE. Les principaux enjeux pour les espèces protégées concernent les insectes, les reptiles, et les oiseaux des milieux ouverts et semi-ouverts.

### Conditions préalables à une demande de dérogation à la protection des espèces

Le dossier s'appuie sur des jurisprudences relativement anciennes (2009 à 2012) pour étayer le fait qu'une centrale photovoltaïque constitue un équipement d'intérêt public et/ou général. Il est important de rappeler qu'une demande de dérogation nécessite la démonstration d'une *raison impérieuse d'intérêt public majeur*, le caractère d'intérêt public seul n'est donc pas suffisant. Une jurisprudence plus récente (cour administrative d'appel de Bordeaux n°17BX01426 en date du 30/04/2019) indique que le caractère « impératif » et « majeur » d'un projet de production d'énergie renouvelable nécessite de démontrer que le projet :

- répond à un besoin énergétique dûment enregistré sur le territoire concerné ;
- modifiera sensiblement en faveur des énergies renouvelables, l'équilibre entre les différentes sources d'approvisionnement d'énergies de la région concernée ;
- contribuera de manière déterminante à la réalisation des engagements de la France dans le développement de ce type d'énergies.

Avant de poursuivre l'instruction de ce projet, cette justification devrait être apportée au dossier, celle-ci constituant une des conditions préalables à l'examen d'une demande de dérogation, avant d'examiner les impacts sur l'état de conservation des espèces concernées.

Concernant l'absence de solutions alternatives satisfaisantes, seules deux variantes d'implantation à l'intérieur de la ZAC sont considérées. Une analyse à l'échelle *à minima* intercommunale serait nécessaire pour démontrer effectivement que la solution retenue est celle de moindre impact environnemental. La zone d'emprise est présentée comme un site à vocation industrielle pour justifier le choix d'implantation, mais son inclusion dans plusieurs zonages environnementaux, ainsi que la présence de nombreuses espèces protégées, notamment d'une espèce de flore et de trois espèces de lépidoptères, attestent de son intérêt écologique. De plus, le choix d'une implantation en discontinuité avec le tissu urbain existant contribue au mitage et à la fragmentation d'un espace naturel remarquable.

### Estimation des enjeux et des impacts

Les inventaires s'appuient sur une recherche bibliographique, la pression d'inventaire est satisfaisante, et inclut une zone d'influence au-delà de l'emprise stricte du projet. La réalisation de nouveaux inventaires complémentaires en 2019 permet d'avoir une vision sur l'évolution des milieux arbustifs et de leur cortège associé suite à l'attaque par la Pyrale du Buis.

## MOTIVATION ou CONDITIONS

Pour la faune, les enjeux sont globalement correctement évalués (tableau P.93-95), à l'exception des insectes, pour lesquels la synthèse P. 92 mentionne un enjeu « fort », qui devient faible à modéré dans le tableau suivant. L'enjeu est bien fort, associé à un peuplement diversifié, incluant plusieurs espèces protégées et d'autres non protégées mais menacées.

Pour la flore et les habitats, si les inventaires semblent qualitatifs et révèlent la richesse phytocénotique attendue pour un tel site, on peut néanmoins regretter l'absence de prospections automnales (une journée a été effectuée en octobre mais spécifiquement sur le Micrope).

La production d'une carte de répartition sur le site du Micrope dressé (p.7 de l'étude FRAPNA), espèce des pelouses et tonsures annuelles, ne coïncide pas avec la carte des habitats naturels produite par Audicée ; cette non concordance augure de façon plus globale d'un manque d'exhaustivité de la carte et d'un problème de spatialisation des habitats (qui devraient apparaître, au moins, au sein de mosaïques).

L'évaluation des enjeux floristiques n'est absolument pas correcte. Les végétations ici identifiées appartiennent au domaine méditerranéen et atteignent en Ardèche (sud du Massif central) leur limite d'aire de distribution, ainsi que certains éléments floristiques qu'elles hébergent (*Astragalus hamosus*, *Phlomis herba-venti*, *Scandix australis*...). Le pétitionnaire qualifie les enjeux liés à ces habitats naturels « de forts, compte-tenu de la présence d'habitats à haute valeur patrimoniale en bon état de conservation (divers types de pelouses sèches) » ; cette appréciation est pertinente, il est en revanche inconcevable et totalement erroné d'attribuer un « enjeu » patrimonial de niveau faible à la flore.

L'évaluation des impacts est sous-estimée à plusieurs niveaux. L'impact en phase chantier sur les insectes au stade œuf ou chenille par l'émission de poussières est potentiellement fort. Le fait que certaines espèces de chiroptères soient capables d'utiliser des parcs photovoltaïques pour leur activité de chasse et de transit (P.101) n'est certainement pas une garantie d'une absence d'impact pour l'ensemble des espèces, celles-ci étant très hétérogènes en termes d'exigences écologiques et de comportement. L'impact de perte d'habitat d'alimentation pour les espèces d'oiseaux non nicheuses (par exemple, l'hirondelle rustique) n'est pas pris en compte.

### Séquence Eviter-Réduire-Compenser

#### Evitement

Plusieurs zones particulièrement sensibles ont été évitées par une adaptation du plan de masse. Cette mesure EA01 constitue la seule véritable mesure d'évitement du dossier, les autres s'apparentant à des mesures de réduction. La lecture du relief du site, croisée au calepinage retenu pour l'implantation des panneaux relativise néanmoins la portée de cette mesure puisque les deux principales zones évitées correspondent à une topographie très contrainte. La mesure EB03 (balisage des stations évitées) fait partie de cette mesure d'évitement principale et ne constitue pas une mesure indépendante. Certaines précautions supplémentaires seront à prendre pour éviter le recouvrement des plantes hôtes et des plantes protégées par des poussières de chantier (voile de protection, durée d'intervention limitée, arrosage des pistes).

#### Réduction

La mesure EB02 prévoit la localisation de la base vie du chantier et des zones de stockage en dehors des zones à enjeu écologique, une localisation précise et cartographiée serait utile pour évaluer la pertinence de cette mesure. La mesure ET03 (encadrement des horaires de chantier) n'engage à rien telle qu'elle est formulée actuellement (aucun horaire indiqué). Concernant les insectes, la mesure ET01 (adaptation du calendrier de travaux) ne permet pas de réduire les impacts, des individus sans possibilité de fuite (stade œuf, chenille ou chrysalide) étant présents en permanence sur les plantes-hôtes.

#### Compensation

La démarche compensatoire n'est encadrée par aucune méthodologie de dimensionnement, un ratio surfacique de 1 pour 3 a été choisi de manière arbitraire sans autre justification, ce qui ne permet pas d'évaluer l'équivalence entre pertes et gains de biodiversité. De plus, seule la surface clôturée a été prise en compte pour le calcul de la dette compensatoire, alors que l'ensemble des surfaces de la bande OLD seront impactées.

La dette est estimée à 20 hectares, et les mesures compensatoires proposées se déploient sur deux sites, l'un de 15.5 hectares pendant 30 ans, et l'autre de 19 hectares pendant 5 ans. Ce second site a vocation à abriter temporairement les individus dérangés par la phase chantier, avant qu'ils recolonisent la zone d'emprise. Le dossier précise que cette surface n'est pas comptabilisée dans le ratio de compensation (P.144), ce qui implique que le besoin de surfaces compensatoires, déjà sous-évalué dans le dossier car ne tenant pas compte des surfaces en OLD, n'est même pas atteint.

## MOTIVATION ou CONDITIONS

Concernant la qualité des mesures compensatoires, l'état initial de ces sites, réalisé en 2019 par la FRAPNA, n'est malheureusement pas joint au dossier, ce qui ne permet pas d'évaluer par exemple les capacités d'accueil résiduelles de ces sites pour de nouveaux individus.

Pour le site 1, le milieu semble très ouvert et ne satisfait pas les conditions d'équivalence écologique. Les mesures de gestion spécifiques à ce site ne sont pas claires, et ne semblent pas apporter de plus-value écologique (entretien des ligneux, très peu représentés) pour les oiseaux et les reptiles notamment.

Pour le site 2, plusieurs points méritent des éclaircissements. Une partie du site étant classée en Natura 2000 et en APPB est déjà concernée par des mesures de gestion. La proposition de mettre en place des mesures compensatoires sur ce site présente donc un risque d'additionnalité administrative, ce qui ne les rend pas recevables. De plus, la compensation devant être effective pendant toute la durée des impacts, la durée proposée de 5 ans suppose que toutes les espèces impactées vont effectivement recoloniser le parc et exploiter les habitats modifiés. Cela semble peu probable.

Enfin, si de nouvelles mesures de gestion sont effectivement mises en place pendant 5 ans, au moins sur la partie Sud hors Natura 2000, et que le potentiel d'accueil pour les espèces des milieux semi-ouverts s'en trouve amélioré, cela risque de représenter un piège écologique pour ces espèces, qui seront potentiellement à nouveau impactées au bout de 5 ans si un aménagement est réalisé sur ces parcelles.

Ces mesures compensatoires ne respectent pas l'objectif d'absence de perte nette, voire de gain de biodiversité, telle qu'exigée par l'article 69 de la loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages. Les terrains visés semblent offrir, au contraire, un degré de naturalité très élevé.

Pour le Micrope, la première mesure compensatoire consistant en une collecte de graines n'est qu'une mesure d'accompagnement. Elle n'a d'ailleurs pas de justification, cette espèce étant annuelle, aller procéder à un « réensemencement » dans un site proche où la banque de graine existe certainement déjà, ne servira à rien. La seconde mesure consiste en un plan de gestion favorable au Micrope sur le site d'accueil avec un suivi basé sur un état initial et une caractérisation établie à partir de relevés phytosociologiques. Dans la logique des choses, ces relevés auraient dû être effectués préalablement au choix du site compensatoire.

Pour la faune, la perte d'habitats d'espèces, en cumulant les différents cortèges, va bien porter sur l'ensemble de l'emprise, soit par destruction directe, soit par altération de l'habitat, soit par dérangement fréquent ou permanent. Cette perte surfacique correspond à 9.3 hectares et non les 6.6 retenus par le pétitionnaire.

**En conclusion**, considérant l'absence d'analyse crédible prouvant une recherche de solutions alternatives de moindre impact, que le projet ne relève pas d'une raison impérieuse d'intérêt public majeur, la forte valeur patrimoniale du site, tant par ses phytocénoses que ses cortèges faunistiques, accessoirement, la non éligibilité des mesures compensatoires, l'absence de méthodologie de dimensionnement des pertes et gains, la mauvaise appréciation des surfaces réellement impactées, **le CNPN émet un avis défavorable à la présente demande de dérogation au titre de l'article L 411-2.**

Par délégation du Conseil national de la protection de la nature :  
Nom et prénom du délégataire : Michel Métais

AVIS : Favorable ☐

Favorable sous conditions ☐

Défavorable ☒

Fait le : 02 janvier 2020

Signature :

